



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 67.499/4  
du 5 juin 2020

advies 67.499/4  
van 5 juni 2020

sur

over

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale ' [de pouvoirs  
spéciaux] n° 2020/037 modifiant  
l'arrêté du Gouvernement de la  
Région de Bruxelles-Capitale du  
25 avril 2019 réglant la forme ainsi  
que les procédures d'information et  
de mise à disposition des décisions  
prises en matière de permis  
d'urbanisme, de permis de lotir et  
de certificat d'urbanisme par le  
collège des bourgmestre et  
échevins, le fonctionnaire délégué  
et le Gouvernement'

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'nr. 2020/037 tot  
wijziging van het besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering van 25 april 2019 tot  
bepaling van de vorm en van de  
procedures voor de bekendmaking  
en de terbeschikkingstelling van de  
beslissingen, genomen door het  
college van burgemeester en  
schepenen, de gemachtigde  
ambtenaar en de Regering inzake  
stedenbouwkundige vergunningen,  
verkavelingsvergunningen en  
stedenbouwkundige attesten'

Le 28 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale '[de pouvoirs spéciaux] n° 2020/037 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 réglant la forme ainsi que les procédures d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 juin 2020.

\*

Op 28 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'nr. 2020/037 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 juni 2020.

\*

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Deze hoogdringendheid wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de gezondheids crisis veroorzaakt door COVID-19 en de opgelegde lockdownmaatregelen, alsook de grootschalige toevlucht tot telewerk, ertoe geleid hebben dat de bevoegde bestuurlijke overheden niet in staat waren en zijn om alle mededelingen van beslissingen inzake stedenbouw aan te plakken.

Om te verhelpen aan die moeilijkheden en de administratieve last voor de gemeentelijke overheden te beperken, dient de aanplakking aan de gemeentelijke aankondigingsborden te worden afgeschaft en dient de houder van de vergunning belast te worden met de papieren aanplakking op het betrokken goed ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### PORTÉE ET FONDEMENT JURIDIQUE

1. Le projet à l'examen entend modifier l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2019 'régulant la forme ainsi que les procédures d'information et de mise à disposition des décisions prises en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme par le collège des bourgmestre et échevins, le fonctionnaire délégué et le Gouvernement'.

Il n'entend pas y apporter des dérogations temporaires qui seraient limitées à la période de la crise sanitaire liée au Covid-19.

2. Le préambule du projet mentionne comme fondements légaux à la fois les articles 195 et 199 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT), et l'ordonnance du 19 mars 2020 'visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19'.

Les articles 195 et 199 du CoBAT, que se donne également pour fondement juridique l'arrêté du 25 avril 2019 dont la modification est envisagée, disposent comme suit :

« Art. 195. Le Gouvernement détermine la forme des permis, celle des décisions de refus de permis, des décisions de suspension et d'annulation de permis.

Le Gouvernement détermine également les délais dans lesquels et les modalités suivant lesquelles les autorités délivrantes doivent :

- informer le public, ainsi que les autorités qui ont été consultées en cours d'instruction de la demande, de l'adoption de leurs décisions d'octroi ou de refus de permis ;

- mettre ces décisions à disposition de ceux-ci ».

« Art. 199. Le Gouvernement détermine la composition du dossier de la demande ainsi que la forme des décisions en matière de certificat d'urbanisme ».

L'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020 dispose quant à lui, comme suit :

« § 1<sup>er</sup> Afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale de réagir à la pandémie de COVID-19, le Gouvernement peut prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences, notamment dans les domaines suivants :

- l'adaptation des textes légaux relatifs aux délais fixés par la législation de la Région de Bruxelles-Capitale ou adoptés en vertu de celle-ci ;

- l'adaptation des textes légaux relatifs aux domaines impactés par la crise et relevant des matières régionales ;

- la prise en charge des effets socio-économiques de la pandémie ;

- les mesures liées à la prévention et la sécurité sur le territoire régional ;

- les mesures sanitaires urgentes en relation avec les matières régionales ;

- les mesures relatives à la fonction publique régionale.

§ 2. Les arrêtés prévus au § 1<sup>er</sup> peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions ordonnantielles en vigueur.

§ 3. Les arrêtés prévus au § 1<sup>er</sup> peuvent déterminer les sanctions administratives et pénales applicables à leur infraction.

Les sanctions pénales ne peuvent comporter de peines supérieures à celles que la législation complétée, modifiée ou remplacée attache aux infractions en cause au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

§ 4. Les arrêtés visés au § 1<sup>er</sup> peuvent être adoptés sans que les avis légalement ou réglementairement requis soient préalablement recueillis. Le cas échéant, ces avis peuvent être recueillis dans un délai abrégé par rapport au délai légalement ou réglementairement requis.

L'alinéa précédent ne s'applique pas aux avis de la section de législation du Conseil d'État ».

3. En l'espèce, dès lors qu'aucune disposition de nature législative n'est abrogée, modifiée, complétée ou remplacée par le projet à l'examen, le Gouvernement pourrait concevoir ce dernier comme une mise en œuvre exclusive des articles 195 et 199 du CoBAT, sous réserve de l'observation formulée à ce sujet au point 5.2.

Toutefois, il paraît résulter des alinéas 4 et 13 à 19 du préambule que le Gouvernement entend adopter le projet à l'examen sur la base de l'ordonnance du 19 mars 2020. C'est en ce sens également que s'exprime le point 2 de la note au Gouvernement.

Compte tenu de l'article 2, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 19 mars 2020, le recours aux pouvoirs spéciaux dispense le Gouvernement d'accomplir les formalités préalables, sous réserve de l'obligation de consulter la section de législation du Conseil d'État.

4. Dans l'avis n° 67.142/AG donné le 25 mars 2020 sur une proposition devenue la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (I)' et la loi du 27 mars 2020 'habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 (II)', la section de législation a commenté en ces termes la possibilité pour le pouvoir exécutif de rechercher un fondement juridique à la fois dans des habilitations ordinaires et dans une disposition législative octroyant au pouvoir exécutif des pouvoirs spéciaux :

« 8. La proposition prévoit la confirmation obligatoire de tous les arrêtés pris sur la base de la réglementation proposée, même lorsque cela ne s'avère pas strictement nécessaire d'un point de vue juridique. Ainsi, il est possible que le Roi prenne des mesures ou modifie des dispositions réglementaires qui relèvent déjà de sa compétence en vertu de la législation actuellement en vigueur, mais recherche malgré tout à cet effet un fondement juridique dans l'article 5, § 1<sup>er</sup>, de la proposition, par exemple parce que celles-ci vont de pair avec des mesures pour lesquelles il faut bel et bien recourir aux pouvoirs spéciaux ou parce que la loi de pouvoirs spéciaux lui permet de passer outre à certaines formalités.

Par l'effet de la confirmation, toutes les dispositions fixées ou modifiées par un arrêté de pouvoirs spéciaux acquièrent force de loi. Par la suite, elles ne pourront plus être modifiées que par une loi formelle. Le Roi ne pourra plus les modifier d'autorité, même si une disposition légale spécifique l'habilite à prendre des mesures en la matière. Pour ce motif, le Conseil d'État, section de législation, a toujours déconseillé par le passé d'apporter des modifications à des arrêtés d'exécution ordinaires par la voie d'arrêtés de pouvoirs spéciaux <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> *Note de bas de page n° 12 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis C.E. 25.669/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'visant l'introduction d'une gestion financière globale dans le statut social des travailleurs indépendants, en application du chapitre I du titre VI de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25669> ; l'avis C.E. 25.671/8 du 24 octobre 1996 sur un projet devenu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 'instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25671> ; l'avis C.E. 25.992/1/2/8 du 23 janvier 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 1997 'portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/25992>.

Le législateur est dès lors tenu de vérifier s'il n'est pas judicieux d'indiquer, soit dans la proposition à l'examen, soit dans les lois de confirmation ultérieures, que les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Roi, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe également à cet effet <sup>2</sup> » <sup>3</sup>.

5.1. Le Gouvernement peut s'appuyer sur l'ordonnance du 19 mars 2020 pour adopter l'arrêté en projet s'il est en mesure de démontrer que l'urgence à le mettre en œuvre ne peut souffrir aucun retard lié à l'accomplissement de formalités préalables, et à la condition qu'il puisse justifier de ce que les mesures prévues sont toutes et chacune « utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, [une] situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences », ce « afin de permettre à la Région de Bruxelles-Capitale de réagir à la pandémie de COVID-19 », conformément à ce que requiert l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020.

Dans ce cas, l'alinéa 5 du préambule sera omis.

Le projet devra dans cette hypothèse faire l'objet d'une confirmation ultérieure par voie d'ordonnance conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 19 mars 2020.

Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 4, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 mars 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au Président et au greffier du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge*.

Enfin, il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, qu'un rapport au Gouvernement exposant la portée et les implications concrètes de l'arrêté soit publié en même temps que ce dernier, accompagné par le présent avis.

Il reste toutefois que la question se pose de savoir si les mesures prévues par le texte en projet entrent bien dans les prévisions de l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020.

En effet, tant la note au Gouvernement, en ses points 3 et 4, que les alinéas 20 à 33 du préambule, montrent que dans l'intention du Gouvernement, il ne s'agit pas uniquement de se limiter à prendre des mesures « utiles pour prévenir et traiter d'urgence, sous peine de péril grave, [une] situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences », ce « afin de permettre à la Région de Bruxelles Capitale de réagir à la pandémie de COVID-19 », mais de répondre à d'autres préoccupations liées à des difficultés constatées lors de la mise en œuvre de l'arrêté du 25 avril 2019 par les communes, en vue d'une simplification administrative, préoccupations préexistantes et étrangères à la crise sanitaire du COVID-19.

<sup>2</sup> Note de bas de page n° 13 de l'avis cité : En effet, pareille disposition, qui par exemple est également utilisée lorsque le législateur apporte directement des modifications à une disposition réglementaire, ne peut être considérée en soi comme une habilitation illimitée permettant au Roi d'apporter n'importe quelle modification. Au contraire, il s'agit uniquement d'une autorisation formelle conférée au Roi en vue de modifier de nouveau les dispositions concernées, sans qu'il soit dispensé à cet égard de l'exigence d'un fondement juridique matériel à cet effet. Voir notamment l'avis C.E. 61.069/1 du 13 avril 2017 sur un avant-projet devenu le décret du 16 juin 2017 'betreffende het onderwijs XXVII', n° 7.1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61069>.

<sup>3</sup> Doc. parl., Chambre, 2019-2020, n° 55-1104/002, pp. 10 et 11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67142.pdf>.

Les considérants 20 à 33 du préambule mentionnent ce qui suit :

« Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019 charge les communes d'assurer une communication au public de toute décision prise en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificat d'urbanisme ;

Que l'arrêté s'est inspiré pour ce faire des exigences prévues pour l'affichage des avis d'enquête publique et a prévu que les communes doivent procéder à un affichage aux valves communales, aux accès existants ou futurs du bien concerné, ainsi qu'à cent mètres de part et d'autre du bien, le long de la voie publique ou aux premiers carrefours, et à une publication de la décision sur leur site internet ;

Que, à la suite de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019, plusieurs difficultés de mise en œuvre ont été rapportées par les autorités communales pour les deux premières des trois obligations précitées ;

Que les communes ont notamment invoqué des considérations budgétaires, d'usage rationnel du personnel et de manque d'espace aux valves pour afficher des avis pour toutes les décisions énumérées à l'article 2 dudit arrêté et qui sont bien plus nombreuses que les avis d'enquête publique ;

Que, pour remédier à ces difficultés, le présent arrêté vise à limiter les modalités d'affichage des décisions relatives aux permis et certificats d'urbanisme et de lotir ;

Que cela implique de supprimer l'affichage aux valves communales, l'affichage aux accès existants ou futurs du bien concerné le long de la voie publique, et l'affichage à cent mètres de part et d'autre du bien ;

Que les valves communales sont de moins en moins consultées par la population; que, par contre, les sites web des communes sont devenus le principal mode de consultation d'information communale; que l'avis de délivrance de la décision sera publiée sur ce site de sorte que les citoyens pourront en prendre connaissance en temps utile ;

Que, par ailleurs, l'affichage sur le bien concerné ne peut pas être maintenu à charge de l'autorité communale, au vu du nombre trop important des décisions prises en matière d'urbanisme sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale ;

Qu'à titre d'exemple, la Ville de Bruxelles procède à +/- 600 affichages d'enquêtes publiques par an; qu'en moyenne, +/- 900 décisions en matière d'urbanisme sont rendues sur son territoire, sans prendre en compte toutes les décisions de permis ou de suspension de permis qui ressortent de la compétence du fonctionnaire délégué ou de celles rendues par le Gouvernement sur recours ;

Qu'au vu de ce qui précède, il est difficile, voire impossible, pour les dix-neuf communes d'assurer la mise en œuvre de ces obligations d'affichage sur leur territoire respectif, ainsi que de veiller à leur maintien pendant toute la durée d'affichage ;

Que, pour remédier à ces difficultés, le présent arrêté modificatif vise à calquer les modalités d'affichage des décisions sur le bien concerné sur celles applicables aux décisions relatives aux permis et certificats d'environnement ;

Que, dès lors, il appartiendra dorénavant au titulaire du permis de procéder, durant quinze jours, à un affichage, sur le bien concerné, d'un avis transmis par l'autorité délivrante lors de la notification de sa décision ou, en cas de refus tacite, à télécharger lui-même cet avis du site web de l'autorité communale ou de l'autorité régionale en charge de l'urbanisme ;

Que, dès lors, en vue d'anticiper les objectifs d'une simplification administrative maximale, d'une gestion paperless et de l'exemplarité environnementale fixés dans la Déclaration de politique générale commune au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et au Collège réuni de la Commission communautaire commune il y a lieu d'adapter l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019 ;

Que, par conséquent, l'arrêté modificatif ne réduit pas sensiblement le niveau de protection offert par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 25 avril 2019 ; ».

En conclusion, au vu de ces explications, qui figurent également en substance dans la note au Gouvernement, il est délicat de considérer que le Gouvernement trouve effectivement un fondement juridique adéquat dans l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020, pour adopter des dispositions qui ont en réalité pour objet de modifier de manière non temporaire, pour une période non limitée à celle de la crise sanitaire du COVID-19, un arrêté réglementaire ordinaire du Gouvernement, et ce, pour des raisons étrangères cette crise sanitaire. Sur ce point, la section de législation n'aperçoit pas comment certaines modifications apportées à l'arrêté du 25 avril 2019 pourraient, en tout état de cause, se justifier au regard des exigences et limites posées par l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance du 19 mars 2020. Il en va ainsi de la modification que l'article 2, 2<sup>o</sup>, du projet, entend apporter à l'article 6, § 3, de l'arrêté du 25 avril 2019.

Si l'intention demeure de s'inscrire dans le cadre de l'ordonnance du 19 mars 2020, l'arrêté en projet devra être revu aux fins de mieux s'inscrire dans les limites de l'habilitation faite au Gouvernement par l'article 2 de cette ordonnance, et ce tant dans son dispositif que dans son préambule et les justifications qu'il contient sous forme de considérants.

5.2. Dans la mesure où le projet d'arrêté doit être considéré comme mettant en œuvre les habilitations ordinaires contenues dans les articles 195 et 199 du CoBAT, la formalité préalable dont il sera question, dans l'observation formulée sur les formalités préalables, devra être accomplie.

Par ailleurs, et plus fondamentalement, s'agissant des permis d'urbanisme et de lotir, et des décisions y relatives, l'article 195, alinéa 2, du CoBAT habilite le Gouvernement à « détermine[r] les délais dans lesquels et les modalités suivant lesquelles les autorités délivrantes doivent [...] informer le public, ainsi que les autorités qui ont été consultées en cours d'instruction de la demande, de l'adoption de leurs décisions d'octroi ou de refus de permis [et] mettre ces décisions à disposition de ceux-ci ».

En revanche, l'article 199 du CoBAT, relatif aux certificats d'urbanisme, ne contient aucune habilitation en ce sens au Gouvernement, et se limite, à l'instar, en susbtance, de l'article 195, alinéa 1<sup>er</sup> du même Code, à habiliter le Gouvernement à « détermine[r] la composition du dossier de la demande ainsi que la forme des décisions en matière de certificat d'urbanisme ».

Par conséquent, dans la mesure où il mettrait en œuvre les habilitations ordinaires contenues dans les articles 195 et 199 du CoBAT, l'arrêté en projet, en tant qu'il entend s'appliquer aux décisions relatives aux certificats d'urbanisme, est dépourvu de fondement juridique.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

Dans la mesure où le projet d'arrêté doit être considéré comme mettant en œuvre les habilitations ordinaires contenues dans l'article 195 du CoBAT, il lui appartiendra, conformément à l'article 7, alinéa 2, du CoBAT, de solliciter l'avis de la Commission régionale de développement, sauf si l'auteur du projet est en mesure d'établir que celui-ci n'a pas d'incidence notable sur le développement de la Région.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### INTITULÉ

Si, compte tenu des observations générales, l'auteur du projet est en mesure de fonder valablement celui-ci sur l'ordonnance de pouvoirs spéciaux du 19 mars 2020, il s'indiquerait, conformément à l'usage, de le numéroter.

#### PRÉAMBULE

1. Il est renvoyé aux observations formulées ci-avant sur la portée et le fondement juridique du projet.
2. Les dispositions visées aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3, 6 et 8 à 12 ne procurent pas de fondement juridique au projet, et ne sont pas modifiées par celui-ci.

Ces dispositions ne seront dès lors pas mentionnées au préambule sous la forme de visas. Elles peuvent néanmoins l'être sous la forme de considérants.

3. En ce qui concerne la motivation de l'urgence justifiant le fait que l'avis du Conseil d'État a été réclamé dans un délai de cinq jours ouvrables, il convient, pour se conformer à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de reproduire fidèlement la motivation figurant dans la lettre de demande d'avis.

4. Un alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera inséré au préambule, rédigé comme suit :

« Vu l'avis 67.499/4 du Conseil d'État, donné le 5 juin 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

#### DISPOSITIF

##### Article 2

La question se pose de savoir si une publication de quinze jours minimum seulement sur le site internet de la commune, tel que cela résulte du 1<sup>o</sup>, b), s'avère suffisante, compte tenu des autres modifications qu'il est par ailleurs envisagé d'apporter à l'arrêté du 25 avril 2019, à savoir :

– la suppression de l'affichage aux valves de la maison communale par la commune (article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en vigueur, de l'arrêté du 25 avril 2019 – article 2, 1<sup>o</sup>, a), de l'arrêté en projet),

– la suppression de l'affichage complémentaire par la commune aux accès existants ou futurs du bien concerné situés à la limite de ce bien et de la voie publique ou, lorsque le bien concerné n'est pas pourvu d'accès, sur ses murs et façades situés le long de la voie publique, ainsi que, sur le territoire de la (ou des) commune(s) visée(s), à cent mètres de part et d'autre du bien visé, le long de la voie publique ou aux premiers carrefours situés de part et d'autre du bien si les carrefours se situent à moins de cent mètres (article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en vigueur, de l'arrêté du 25 avril 2019 – article 2, 1<sup>o</sup>, c), du projet),

– le remplacement de ces formes de publicité par le seul affichage d'un avis sur le bien concerné, à un endroit visible depuis la voie publique, par le demandeur du permis – et non par une autorité (article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en vigueur, de l'arrêté du 25 avril 2019 – article 2, 1<sup>o</sup>, c), du projet).

Le 1<sup>o</sup>, b), sera réexaminé à la lumière de cette observation.

\*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt:

“Deze hoogdringendheid wordt gemotiveerd door de omstandigheid dat de gezondheids crisis veroorzaakt door COVID-19 en de opgelegde lockdownmaatregelen, alsook de grootschalige toevlucht tot telewerk, ertoe geleid hebben dat de bevoegde bestuurlijke overheden niet in staat waren en zijn om alle mededelingen van beslissingen inzake stedenbouw aan te plakken.

Om te verhelpen aan die moeilijkheden en de administratieve last voor de gemeentelijke overheden te beperken, dient de aanplakking aan de gemeentelijke aankondigingsborden te worden afgeschaft en dient de houder van de vergunning belast te worden met de papieren aanplakking op het betrokken goed.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### STREKKING EN RECHTSGROND

1. Voorliggend ontwerp strekt tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 ‘tot bepaling van de vorm en van de procedures voor de bekendmaking en de terbeschikkingstelling van de beslissingen, genomen door het college van burgemeester en schepenen, de gemachtigde ambtenaar en de Regering inzake stedenbouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedenbouwkundige attesten’.

Dit ontwerp strekt er niet toe daarin tijdelijke afwijkende bepalingen in te voegen die alleen zouden gelden voor de duur van de gezondheids crisis COVID-19.

2. In de aanhef van dit ontwerp worden als rechtsgrond zowel de artikelen 195 en 199 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) opgegeven als de ordonnantie van 19 maart 2020 ‘om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19’.

De artikelen 195 en 199 van het BWRO, die eveneens als rechtsgrond opgegeven worden in het besluit van 25 april 2019 dat bij dit ontwerp gewijzigd zou worden, luiden als volgt:

“Art. 195. De Regering bepaalt de vorm van de vergunningen, van de beslissingen tot weigering van de vergunning, van de schorsingsbeslissingen en van de vernietigingsbeslissingen van de vergunning.

De Regering bepaalt tevens de termijnen waarbinnen en de modaliteiten volgens welke de vergunnende overheden:

- de bevolking en de overheden die werden geraadpleegd tijdens de behandeling van de vergunningsaanvraag moeten informeren over de goedkeuring van hun beslissingen tot verlening of weigering van vergunning;

- deze beslissingen aan hen ter beschikking moeten stellen.”

“Art. 199. De Regering stelt de samenstelling van het aanvraagdossier en de vorm van de beslissingen inzake het stedenbouwkundig attest vast.”

Artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020 luidt zijnerzijds als volgt:

“§ 1. Teneinde het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in staat te stellen om te reageren op de COVID-19-pandemie kan de Regering alle passende maatregelen nemen om, onder bedreiging van ernstig gevaar, elke situatie die een probleem vormt te voorkomen en met spoed aan te pakken binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan, onder meer op de volgende gebieden:

- aanpassing van de wetteksten betreffende de in de wetgeving van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalde termijnen of aangenomen op grond daarvan;

- aanpassing van de wetteksten betreffende de door de crisis getroffen gebieden die onder het toepassingsgebied van gewestelijke aangelegenheden vallen;

- het aanpakken van de sociaaleconomische gevolgen van de pandemie;

- maatregelen in verband met preventie en veiligheid op het gewestelijk grondgebied;

- dringende gezondheidsmaatregelen in verband met gewestelijke aangelegenheden;

- maatregelen met betrekking tot het gewestelijk openbaar ambt.

§ 2. De in § 1 bedoelde besluiten kunnen de geldende ordonnantiële bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen.

§ 3. De in § 1 bedoelde besluiten kunnen de administratieve en strafrechtelijke sancties bepalen die van toepassing zijn bij de schending ervan.

De strafrechtelijke sancties mogen geen grotere straffen bevatten dan degene die de aangevulde, gewijzigde of vervangen wetgeving hecht aan de overtredingen in kwestie op de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie.

§ 4. De in § 1 bedoelde besluiten kunnen worden aangenomen zonder dat de wettelijk of reglementair vereiste adviezen vooraf worden ingewonnen. In voorkomend geval, kunnen die adviezen worden ingewonnen binnen een kortere termijn dan de wettelijk of reglementair vereiste termijn.

Het vorige lid is niet van toepassing op de adviezen van de afdeling wetgeving van de Raad van State.”

3. Doordat bij voorliggend ontwerp geen enkele wettelijke bepaling opgeheven, gewijzigd, aangevuld of vervangen wordt, zou de regering dit ontwerp *in casu* kunnen opvatten als een tenuitvoerlegging van alleen de artikelen 195 en 199 van het BWRO, onder voorbehoud van de opmerking die daaromtrent in punt 5.2. gemaakt wordt.

Uit het vierde en het dertiende tot het negentiende lid van de aanhef lijkt evenwel voort te vloeien dat het de bedoeling van de regering is om voorliggend ontwerp vast te stellen op grond van de ordonnantie van 19 maart 2020. Ook punt 2 van de nota aan regering is in die zin opgesteld.

Gelet op artikel 2, § 4, eerste lid, van de ordonnantie van 19 maart 2020 is de regering, doordat ze op die bijzondere machten steunt, vrijgesteld van het vervullen van alle voorafgaande vormvereisten, uitgezonderd de verplichting om het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in te winnen.

4. In advies 67.142/AV, dat op 25 maart 2020 uitgebracht is over een voorstel dat geleid heeft tot de wet van 27 maart 2020 'die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (I)' en de wet van 27 maart 2020 'die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19 (II)', heeft de afdeling Wetgeving in de volgende bewoordingen uitleg gegeven bij de mogelijkheid waarover de uitvoerende macht beschikt om rechtsgrond te zoeken zowel in gewone machtigingen als in een wettelijke bepaling waarbij aan de uitvoerende macht bijzondere machten verleend worden:

"8. Er wordt voorzien in de verplichte bekrachtiging van alle besluiten die op grond van de voorgestelde regeling worden genomen, ook wanneer dit vanuit juridisch oogpunt niet strikt noodzakelijk is. Zo is het mogelijk dat de Koning maatregelen neemt of wijzigingen aanbrengt in reglementaire bepalingen die reeds op grond van de actueel geldende wetgeving tot zijn bevoegdheid behoren, maar daarbij toch rechtsgrond zoekt in artikel 5, § 1, van het voorstel, bijvoorbeeld omdat deze samenhangen met maatregelen waarvoor wel degelijk een beroep moet worden gedaan op de bijzondere machten of omdat de bijzonderemachtenwet hem toelaat voorbij te gaan aan bepaalde vormvereisten.

Als gevolg van de bekrachtiging verkrijgen alle bij bijzonderemachtenbesluit vastgestelde of gewijzigde bepalingen kracht van wet. Zij kunnen daarna enkel nog worden gewijzigd door middel van een formele wet. De Koning zal ze niet meer eigenmachtig kunnen wijzigen, zelfs niet indien een specifieke wetsbepaling hem machtigt om ter zake maatregelen te nemen. Om die reden heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, in het verleden steeds afgeraden om in gewone uitvoeringsbesluiten wijzigingen aan te brengen bij bijzonderemachtenbesluiten.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Voetnoot 12 van het geciteerde advies: Zie onder meer: adv.RvS 25.669/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 18 november 1996 'strekkende tot invoering van een globaal financieel beheer in het sociaal statuut der zelfstandigen, met toepassing van hoofdstuk I van titel VI van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/25669.pdf>; adv.RvS 25.671/8 van 24 oktober 1996 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 18 november 1996 'houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/25671.pdf>; adv.RvS 25.992/1/2/8 van 23 januari 1997 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 juni 1997 'tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/25992.pdf>.

De wetgever dient dan ook na te gaan of het niet zinvol is om, hetzij in het voorliggende voorstel, hetzij in de latere bekrachtigingswetten, aan te geven dat de bekrachtigde bepalingen door de Koning opnieuw zullen kunnen worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen, althans in zoverre daarvoor ook een materiële rechtsgrond voorhanden is.<sup>2,3</sup>

5.1. Voor het goedkeuren van dit ontwerp kan de regering op de ordonnantie van 19 maart 2020 steunen als ze in staat is aan te tonen dat dit ontwerp dermate dringend ten uitvoer gelegd moet worden dat het geen uitstel wegens het vervullen van voorafgaande vormvereisten duldt en op voorwaarde dat ze kan bewijzen dat de in het vooruitzicht gestelde maatregelen van de eerste tot de laatste “passend [zijn] om, onder bedreiging van ernstig gevaar, elke situatie die een probleem vormt te voorkomen en met spoed aan te pakken binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan”, “teneinde het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in staat te stellen om te reageren op de COVID-19-pandemie”, overeenkomstig hetgeen vereist wordt bij artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020.

In dat geval moet het vijfde lid van de aanhef weggelaten worden.

Daarenboven dient dit ontwerp in dat geval achteraf bij ordonnantie bekrachtigd te worden overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 19 maart 2020.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering mag daarbij niet uit het oog verliezen dat het ontworpen besluit krachtens artikel 4, derde lid, van de ordonnantie van 19 maart 2020 aan de Voorzitter en aan de griffier van het Parlement meegedeeld moet worden vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Hoewel zulks krachtens artikel 3bis, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’ niet uitdrukkelijk verplicht is, wordt ten slotte voorgesteld om tegelijkertijd met dit besluit een verslag aan de regering met een uiteenzetting van de draagwijdte en de concrete gevolgen van dit besluit bekend te maken, en dat verslag vergezeld te laten gaan van dit advies.

Niettemin rijst de vraag of de maatregelen waarin de ontworpen regeling voorziet wel passen in het kader van wat bepaald wordt in artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020.

Zowel uit de punten 3 en 4 van de nota aan de regering als uit het twintigste tot drieëndertigste lid van de aanhef blijkt immers dat de bedoeling van de regering er niet alleen in bestaat maatregelen te treffen die “passend [zijn] om, onder bedreiging van ernstig gevaar, elke situatie die een probleem vormt te voorkomen en met spoed aan te pakken binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan”, “teneinde het Brussels Hoofdstedelijk

<sup>2</sup> Voetnoot 13 van het geciteerde advies: Een dergelijke bepaling, die bijvoorbeeld ook wordt gehanteerd wanneer de wetgever rechtstreeks wijzigingen aanbrengt aan een reglementaire bepaling, kan immers op zichzelf niet worden beschouwd als een onbeperkte machtiging die de Koning toelaat eender welke wijziging door te voeren. Het betreft integendeel slechts een formele toelating aan de Koning om de betrokken bepalingen opnieuw te wijzigen, zonder dat hij daarbij vrijgesteld wordt van het vereiste dat er ook een materiële rechtsgrond voorhanden zal dienen te zijn. Zie o.m. adv.RvS 61.069/1 van 13 april 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van 16 juni 2017 ‘betreffende het onderwijs XXVII’ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61069.pdf>, nr. 7.1.

<sup>3</sup> Parl.St. Kamer 2019-20, nr. 55-1104/2, 10 en 11, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67142.pdf>.

Gewest in staat te stellen om te reageren op de COVID-19-pandemie”, maar ook om andere bezorgdheden te ondervangen die verband houden met moeilijkheden die vastgesteld zijn bij de tenuitvoerlegging van het besluit van 25 april 2019 door de gemeenten, met het oog op administratieve vereenvoudiging, welke bezorgdheden reeds eerder bestonden en niets uit te staan hebben met de gezondheids crisis COVID-19.

Het twintigste tot drieëndertigste lid van de aanhef luidt als volgt:

“Overwegende dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 de gemeenten oplegt elke beslissing, genomen inzake stedenbouwkundige vergunning, verkavelingsvergunning en stedenbouwkundig attest, aan de burger bekend te maken;

Dat het besluit hiertoe geïnspireerd werd door de eisen waarmee de aanplakking van de bekendmakingen van openbare onderzoeken gepaard gaat, en voorziet dat de gemeenten moeten overgaan tot aanplakking op de gemeentelijke valven, aan de bestaande of toekomstige toegangen tot het betreffende goed, en op honderd meter aan weerskanten van het goed langsheen de openbare weg of op de eerste kruispunten, en tot een bekendmaking van de beslissing op hun website

Dat naar aanleiding van de inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 meerdere uitvoeringsmoeilijkheden gemeld werden door de gemeentebesturen wat betreft de eerste twee van de drie hogergenoemde verplichtingen;

Dat de gemeenten met name melding maakten van budgettaire overwegingen, rationeel personeelsgebruik en het plaatsgebrek op de valven om mededelingen aan te plakken voor alle in artikel 2 van genoemd besluit opgesomde beslissingen, die aanzienlijk talrijker zijn dan de kennisgevingen van openbaar onderzoek;

Dat dit besluit, om die moeilijkheden op te lossen, de modaliteiten voor de aanplakking van beslissingen met betrekking tot de stedenbouwkundige vergunningen en attesten en tot de verkavelingsvergunningen wil aanpassen;

Dat dit inhoudt dat de aanplakking aan de gemeentelijke valven, de aanplakking aan de bestaande of toekomstige toegangen tot het betreffende goed langsheen de openbare weg, en de aanplakking op honderd meter aan weerskanten van het goed, geschrapt wordt;

Dat de bevolking de gemeentelijke valven almaar minder raadpleegt; dat de gemeentelijke websites daarentegen de voornaamste manier geworden zijn waarop gemeentelijke informatie gezocht wordt; dat de mededeling van afgifte van de beslissing op deze website gepubliceerd dient te worden, opdat de burger te gepasten tijde kennis ervan kan nemen;

Dat overigens de aanplakking op het betrokken goed ten laste van het gemeentebestuur niet behouden kan blijven, gezien het te grote aantal beslissingen dat op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest inzake stedenbouw genomen wordt;

Dat de stad Brussel bij wijze van voorbeeld overgaat tot +/- 600 aanplakkingen van openbare onderzoeken per jaar, dat gemiddeld +/- 900 beslissingen inzake stedenbouw genomen worden op haar grondgebied, zonder rekening te houden met alle vergunningsbeslissingen of schorsingen van vergunningen die tot de bevoegdheid van de gemachtigde ambtenaar behoren of die in beroep door de Regering genomen worden;

Dat het, gezien wat voorafgaat, moeilijk en zelfs onmogelijk is voor de negentien gemeenten gevolg te geven aan deze verplichtingen tot aanplakking op hun respectieve grondgebied, en erop toe te zien dat ze gedurende de duur van de aanplakking niet verwijderd worden;

Dat dit wijzigingsbesluit zich voor de modaliteiten van de aanplakking van de beslissingen op het betrokken goed inspireert op die welke bij de beslissingen inzake milieuvergunningen en -attesten toegepast worden;

Dat daarom voortaan de houder van de vergunning gedurende vijftien dagen een mededeling van de beslissing, bezorgd door de vergunningverlenende overheid op het moment van de betekening van haar beslissing, dient aan te plakken op het betrokken goed, of, in geval van stilzwijgende weigering, deze mededeling van de website van het gemeentebestuur of van de gewestelijke overheid belast met Stedenbouw, dient te downloaden;

Dat daarom, om te anticiperen op de doelstellingen van een maximale administratieve vereenvoudiging, van een paperless beheer en van een voorbeeldkarakter op milieuvlak, zoals bepaald in de gemeenschappelijke algemene beleidsverklaring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 gewijzigd dient te worden;

Dat het wijzigingsbesluit het beschermingsniveau van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2019 niet gevoelig beperkt;”.

Kortom, in het licht van deze uitleg, die grotendeels eveneens voorkomt in de nota aan de regering, is het een hachelijke zaak ervan uit te gaan dat de regering in artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020 daadwerkelijk een toereikende rechtsgrond vindt voor het vaststellen van bepalingen die in feite strekken tot het wijzigen op een niet in de tijd beperkte wijze, voor een periode die verder reikt dan die van de gezondheidscrisis COVID-19, van een gewoon verordnungsbesluit van de regering en dat om redenen die niets uit te staan hebben met die gezondheidscrisis. In dit verband ziet de afdeling Wetgeving niet in hoe bepaalde wijzigingen die bij dit ontwerp in het besluit van 25 april 2019 aangebracht worden sowieso verantwoord zouden kunnen zijn in het licht van de vereisten en beperkingen gesteld bij artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020. Dat is het geval met de wijziging die bij artikel 2, 2°, van het ontwerp aangebracht zou worden in artikel 6, § 3, van het besluit van 25 april 2019.

Als het de bedoeling blijft om met het ontworpen besluit het kader van de ordonnantie van 19 maart 2020 niet te buiten te gaan, moet dit ontwerp aldus herzien worden dat het beter binnen de perken blijft van de machtiging die aan de regering verleend is bij artikel 2 van die ordonnantie, en dat zowel in het dispositief als in de aanhef ervan en in de redenen die voor het besluit opgegeven worden in de overwegingen.

5.2. Voor zover het ontworpen besluit beschouwd dient te worden als een tenuitvoerlegging van de gewone machtigingen die vervat zijn in de artikelen 195 en 199 van het BWRO, moet het voorafgaand vormvereiste waarvan *infra* sprake zal zijn in de opmerking betreffende de voorafgaande vormvereisten, vervuld worden.

Daarenboven, en dit is een fundamentelel bezwaar, wordt de regering, met betrekking tot de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de beslissingen die daarmee verband houden, bij artikel 195, tweede lid, van het BWRO gemachtigd om te “bepa[len binnen welke] termijnen en [volgens welke] modaliteiten de vergunnende overheden (...) de bevolking en de overheden die (...) tijdens de behandeling van de vergunningsaanvraag [geraadpleegd werden], moeten informeren over de goedkeuring van hun beslissingen tot verlening of weigering van vergunning [en] deze beslissingen aan hen ter beschikking moeten stellen”.

Artikel 199 van het BWRO, dat betrekking heeft op de stedenbouwkundige attesten, bevat daarentegen geen enkele machtiging in die zin aan de regering en strekt er, naar het voorbeeld van, *grosso modo*, artikel 195, eerste lid, van hetzelfde Wetboek alleen toe de regering te machtigen tot het “[vaststellen van] de samenstelling van het aanvraagdossier en de vorm van de beslissingen inzake het stedenbouwkundig attest”.

Voor zover met het ontworpen besluit, in de mate dat het bedoeld is om te gelden voor de beslissingen betreffende stedenbouwkundige attesten, de gewone machtigingen die in de artikelen 195 en 199 van het BWRO vervat zijn ten uitvoer zouden worden gelegd, is daarvoor bijgevolg geen rechtsgrond te vinden.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Voor zover het ontworpen besluit beschouwd dient te worden als een tenuitvoerlegging van de gewone machtigingen die in artikel 195 van het BWRO vervat zijn, dient de steller van het ontwerp overeenkomstig artikel 7, tweede lid, van het BWRO het advies in te winnen van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie tenzij hij kan aantonen dat dit ontwerpbesluit geen aanzienlijke impact heeft op de ontwikkeling van het gewest.

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### OPSCHRIFT

Indien de steller van het ontwerp, gelet op de algemene opmerkingen, voor dit ontwerp op geldige wijze kan steunen op de bijzonderemachtenordonnantie van 19 maart 2020, zou het raadzaam zijn dit besluit te nummeren zoals gebruikelijk is.

#### AANHEF

1. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die *supra* geformuleerd zijn over de strekking en de rechtsgrond van dit ontwerp.

2. De bepalingen waarnaar verwezen wordt in het eerste tot het derde, het zesde en het achtste tot het twaalfde lid, strekken dit ontwerp niet tot rechtsgrond en worden daarbij niet gewijzigd.

Die bepalingen mogen in de aanhef bijgevolg niet vermeld worden in de vorm van verwijzingen. Zij kunnen evenwel vermeld worden in de vorm van overwegingen.

3. Wat de motivering van het spoedeisend karakter betreft dat grond opleverde voor het verzoek aan de Raad van State om zijn advies binnen een termijn van vijf werkdagen mee te delen, dient de motivering die in de brief met de adviesaanvraag opgegeven wordt, in de aanhef getrouw overgenomen te worden opdat aan artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State voldaan wordt.

4. In de aanhef dient een als volgt luidend lid betreffende het advies van de Raad van State ingevoegd te worden:

“Gelet op advies 67.499/4 van de Raad van State, gegeven op 5 juni 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

## DISPOSITIEF

### Artikel 2

De vraag rijst of een publicatie gedurende minstens vijftien dagen op de website van de gemeente, zoals blijkt uit de bepaling onder 1°, b), lang genoeg zal blijken gelet op de overige wijzigingen die daarenboven bij dit ontwerp aangebracht zouden worden in het besluit van 25 april 2019, namelijk:

- de afschaffing van het uithangen ervan door de gemeente op de aankondigingsborden van het gemeentehuis (het huidige artikel 6, § 1, eerste lid, van het besluit van 25 april 2019 – artikel 2, 1°, a), van het ontworpen besluit),

- de afschaffing van het bijkomend uithangen ervan door de gemeente aan de bestaande of toekomstige toegangen tot het betreffende goed die op de grens tussen dit goed en de openbare weg liggen, of, indien er geen toegang tot dit goed is, op de muren en gevels ervan aan de kant van de openbare weg en op het grondgebied van de gemeente(n) in kwestie, op honderd meter aan beide kanten van het betreffende goed, naast de openbare weg of aan de eerste kruispunten aan weerskanten van het goed, indien die op minder dan honderd meter ervandaan liggen (het huidige artikel 6, § 1, tweede lid, van het besluit van 25 april 2019 – artikel 2, 1°, c), van dit ontwerp),

- de vervanging van die vormen van bekendmaking door de loutere aanplakking van een mededeling op het betrokken goed, op een plaats die vanaf de openbare weg zichtbaar is, door de aanvrager van de vergunning en niet door een overheidsinstantie (het huidige artikel 6, § 1, tweede lid, van het besluit van 25 april 2019 – artikel 2, 1°, c), van dit ontwerp).

De bepaling onder 1°, b), moet in het licht van deze opmerking opnieuw onderzocht worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET